

Enquêter sur la sexualité et la classe

Entretien avec **Isabelle Clair**, **Wilfried Rault**, **Sylvie Tissot**, réalisé par **Marion Maudet**,
Lucas Monteil

DANS **POLITIX** 2023/1 (N° 141), PAGES 123 À 144
ÉDITIONS **DE BOECK SUPÉRIEUR**

ISSN 0295-2319

ISBN 9782807399662

DOI 10.3917/pox.141.0123

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://www.cairn.info/revue-politix-2023-1-page-123.htm>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...

Flashez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour De Boeck Supérieur.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Enquêter sur la sexualité et la classe

**Entretien avec Isabelle Clair,
Wilfried Rault et Sylvie Tissot,
réalisé par Marion Maudet et Lucas Monteil**

Résumé – Les travaux croisant sexualité et classes sociales ont différentes filiations théoriques, épistémologiques et méthodologiques. Cet entretien croisé retrace trois parcours de recherches innovantes ayant marqué depuis une quinzaine d’années la réflexion en sociologie et science politique françaises concernant l’articulation classe/sexualité. En explicitant les étapes et conditions de la mise en problème de l’articulation de ces deux rapports sociaux de pouvoir et, plus largement, les cuisines de la production scientifique, Isabelle Clair, Sylvie Tissot et Wilfried Rault proposent un retour d’une grande réflexivité sur leur parcours, jalonné d’importantes transformations culturelles, sociales et propres au champ académique.

Mots clés – Réflexivité, classe, sexualité, intersectionnalité, épistémologie, méthodes, parcours

Les travaux croisant sexualité et classes sociales dans le champ de la sociologie française ont différentes filiations théoriques, épistémologiques et méthodologiques. Ils reposent sur des mises en problèmes sociologiques, dont l'explicitation des étapes et conditions (temporalité de la recherche, va-et-vient entre constats empiriques et conceptualisation, rencontres de corpus scientifiques, contextes académiques, politiques et sociaux, évolutions des lignes de clivage de genre et de sexualité) peut contribuer à mieux saisir un objet de recherche, sa construction et ses évolutions. C'est l'objectif de cet entretien croisé, qui retrace trois parcours de recherches innovantes ayant marqué depuis une quinzaine d'années la réflexion sociologique française concernant l'articulation classe/sexualité, entre autres questions, et revient sur les évolutions des questionnements et le décentrement dont elles et ils ont dû parfois faire preuve.

À côté d'articles scientifiques proposant des réflexions originales et contemporaines sur le sujet, cet entretien croisé, réalisé par contributions écrites successives, propose de revenir dans le détail sur les cuisines de la recherche, en donnant la parole à trois chercheuses et chercheurs en sociologie et science politique, dont les récits invitent à penser ensemble tant les trajectoires professionnelles (les institutions au sein desquelles les recherches ont pu avoir lieu, les rencontres scientifiques) et militantes, que les effets de légitimation de sous-champ de la discipline (en particulier, de la sociologie de la sexualité) et des transformations sociales et politiques des dernières décennies en matière de genre et de sexualité.

Isabelle Clair est directrice de recherches en sociologie au CNRS et à l'Institut de recherche sur les enjeux sociaux. Elle a publié très récemment, en 2023 aux éditions du Seuil, un ouvrage intitulé *Les choses sérieuses*¹, qui présente les résultats de la comparaison ethnographique menée à partir de trois enquêtes sur les amours adolescentes parmi les classes populaires urbaines, rurales et au sein de la bourgeoisie culturelle parisienne.

Wilfried Rault est chargé de recherches à l'Ined. Ses travaux portent à la fois sur les usages du Pacs, sur l'appréhension quantitative des minorités de genre de sexualité – proposant notamment une réflexion sur les indicateurs disponibles (un ouvrage co-dirigé avec Mathieu Trachman est à paraître en 2023 aux éditions de l'Ined sur le sujet). Plusieurs de ses articles interrogent spécifiquement l'articulation entre classe et sexualité : à propos des logiques de classe animant certains discours sur l'homosexualité, d'une part, à propos des mobilités géographiques et sociales des gays et lesbiennes, d'autre part².

1. Clair (I.), *Les Choses sérieuses. Enquête sur les amours adolescentes*, Paris, Le Seuil, 2023.

2. Rault (W.), « Les attitudes « gayfriendly » en France : entre appartenances sociales, trajectoires familiales et biographies sexuelles », *Actes de la recherche en sciences sociales*, (213), 2016 ; Rault (W.), « Les

Sylvie Tissot est professeure en science politique à l'Université Paris 8 et au laboratoire du Cresppa-CSU. Elle a publié, 2018, *Gayfriendly. Acceptation et contrôle de l'homosexualité à Paris et à New York*³ (paru en anglais aux éditions Polity), une enquête qui analyse les discours et pratiques de tolérance et de sympathie à l'égard de l'homosexualité de la part de personnes hétérosexuelles vivant dans les quartiers gays.

Comment en êtes-vous venu.es à penser ensemble sexualité et classe sociale dans vos recherches ? Quelles difficultés éventuelles avez-vous rencontrées ? De quelles manières et sous quelles formes vos questionnements à ce sujet ont-ils pu évoluer ?

Wilfried Rault : *A posteriori*, j'identifie deux moments en particulier. La question s'est d'abord posée dans le cadre de ma recherche doctorale sur le Pacs, qualitative, commencée au début des années 2000. Ce qui m'intéressait alors, dans une logique inspirée par une sociologie compréhensive du droit, c'était de savoir à quoi renvoyait le recours au Pacs, tant pour les couples de même sexe que les couples de sexe différent. Je voulais mettre à l'épreuve les idées dominantes selon lesquelles le Pacs était nécessairement un substitut de mariage pour les premiers (comme si elles et ils ne pouvaient pas aspirer à autre chose que le mariage) et n'était pas susceptible d'intéresser les seconds, dont l'inclusion dans les destinataires du Pacs et dans la discussion parlementaire avait en partie visé à « noyer le poisson » de la reconnaissance de l'homosexualité. Mes hypothèses nourries par les (rares) travaux sur l'homosexualité et sur la désinstitutionnalisation de la famille laissaient peu de place aux questions de classe. L'articulation entre classe et sexualité est arrivée par les enquêtés-es. Principalement par le volet qui concernait les couples hétérosexuels. Plusieurs – surtout des femmes – avaient un discours sur la sexualité pour expliciter leur choix du Pacs. Ce discours mettait l'accent sur le refus du mariage comme forme de prescription d'une « bonne sexualité » encadrée par le devoir de fidélité et associée à une injonction de procréation. Ce discours émanait de personnes de classes moyennes et supérieures à fort capital culturel. Est ainsi apparue une figure du Pacs comme une forme de distinction qui rappelait un peu les discours des partisan·es de l'union libre étudiés au début des années 1980 par Sabine Chalvon-Demersay⁴. Il m'était pour autant difficile d'aller au-delà de la formulation d'hypothèses compte tenu de l'approche méthodologique mise en œuvre : le corpus avait été avant tout construit pour étudier des usages. Ils pouvaient être documentés par les profils des usagers mais la montée en géné-

mobilités sociales et géographiques des gays et des lesbiennes. Une approche à partir des femmes et des hommes en couple », *Sociologie*, n° 4, vol. 7, 2016.

3. Tissot (S.), *Gayfriendly. Acceptation et contrôle de l'homosexualité à Paris et à New York*, Paris, Raisons d'agir, 2018.

4. Chalvon-Demersay (S.), « Les désunions libres », *International Review of Community Development*, (18), 2015.

ralité me semblait périlleuse. Quelques années plus tard, une fois à l'Ined, il m'a été possible d'entreprendre des travaux exploratoires quantitatifs sur le rapport des pacsé-es hétérosexuel-les à la sexualité à partir d'enquêtes statistiques, en particulier *Contexte de la sexualité en France* pilotée par N. Bajos et M. Bozon⁵. J'ai pu explorer cette double dimension : le fait que les premier-es pacsé-es hétérosexuel-les étaient nettement plus souvent situés-es dans les classes moyennes supérieures à fort capital culturel que les marié-es et concubin-es et que leurs positions vis-à-vis de la sexualité présentaient quelques spécificités : une mise en avant de l'acceptation de l'homosexualité, le fait de dissocier plus facilement sexualité et conjugalité, ainsi qu'un moindre attachement à la sexualité pénétrative. Pour autant, ces spécificités relevaient avant tout de positions de principe plus qu'elles ne semblaient s'inscrire dans des pratiques très différentes. Ce décalage, il m'a semblé intéressant de l'étudier plus spécifiquement à propos de l'homosexualité lorsque Sylvie m'a parlé peu de temps après de son projet sur la *gayfriendliness* à Paris et à New York.

Le deuxième moment est plus récent et remonte au début des années 2010 quand je me suis intéressé à la manière dont les méthodes quantitatives pouvaient permettre d'étudier les minorités sexuelles. J'ai d'emblée constaté que, quel que soit l'indicateur de sexualité retenu (fait d'avoir eu un-e ou des partenaires de même sexe au fil de la vie, de se définir autrement que comme hétérosexuel, de faire part d'attirances pour des personnes de même sexe ou d'être en couple avec une personne de même sexe), et quel que soit le type de source, les enquêtes auprès de volontaires (comme celles initiées par Pollak et Schiltz dans les années 1980⁶) ou les enquêtes en population générale reposant sur des échantillons aléatoires, la déclaration d'une non-hétérosexualité stricte se situait plus volontiers dans les classes moyennes et supérieures. Notamment si on aborde les classes par les indicateurs complémentaires que sont le niveau d'éducation et la PCS, généralement abordée par le niveau le plus agrégé en 8 postes. Cette observation m'a semblé particulièrement intéressante parce qu'elle engendre des questions centrales pour étudier les minorités sexuelles via une démarche quantitative. Qu'est-ce qui se cache derrière un tel résultat ? Cette question a eu un effet sur ma manière de procéder par la suite : en questionnant les effets d'enquêtes – tout ce qui se situe en amont et pendant la collecte (par exemple qui « rate-t-on » avec nos enquêtes et nos indicateurs ?), mais aussi en aval en tentant de documenter davantage ce constat statistique.

5. Bajos (N.), Bozon (M.), dir., *Enquête sur la sexualité en France. Pratiques, genre et santé*, Paris, La Découverte, 2008.

6. Voir notamment : Schiltz (M.-A.), « Parcours de jeunes homosexuels dans le contexte du VIH : la conquête de modes de vie », *Population*, 52 (6), 1997 ; Pollak (M.), *Les homosexuels et le sida. Sociologie d'une épidémie*, Paris, Métaillié, 1988 ; Pollak (M.), Schiltz (M.-A.), « Six années d'enquête sur les homo- et bisexuels masculins face au sida. Livre des données », *Bulletin de méthodologie sociologique*, 31 (1), 1991.

Isabelle Clair : J'enquête sur l'expérience de l'amour à la fin de l'adolescence depuis le début des années 2000. La sexualité désignait pour moi, de manière d'abord descriptive, un ensemble de *pratiques* au cœur de l'expérience de l'amour – des pratiques sexuelles (gestes érotiques, baisers, caresses, pénétrations génitales) et des pratiques de sexualité (jugements, injures, vêtements sexualisant les corps, références culturelles rassemblant des communautés sexuelles, etc.). Ce qui m'a intéressée dès le départ, c'était de comprendre la *variation* de ces pratiques selon la classe. Pour cette raison, avant ma thèse, j'ai fait une première enquête, comparative, dans une zone pavillonnaire de Seine-Saint-Denis et dans un quartier huppé des Hauts-de-Seine.

Entre cette première enquête et celle de ma thèse, dans des cités d'habitat social en banlieue parisienne, la sexualité m'est progressivement apparue aussi comme un *enjeu* de classe et de race – ce qui implique un autre type d'articulation entre sexualité et classe sociale que la seule variation. À l'époque, les « tournantes » (des viols collectifs présentés comme propres aux jeunes « de banlieue⁷ ») faisaient scandale. Un tel engouement pour la dénonciation de la violence sexuelle dans un seul coin, relégué de l'espace social, à la fois stigmatisait les filles et les garçons racisé-es à la sexualité « incivilisable⁸ », exonérait tous les autres garçons et hommes de la société (dont ceux qui participaient activement à cette dénonciation) et laissait toutes les autres filles et femmes en dehors de ces violences, dans le silence. C'est la conscience de cette autre dimension de la sexualité, comme enjeu social et politique, qui m'a décidée à consacrer ma thèse de doctorat (2005) à l'envers du scandale : la vie amoureuse ordinaire de jeunes, filles et garçons, vivant dans des cités d'habitat social de la banlieue parisienne.

L'attention aux injures sexuelles, omniprésentes sur mon terrain de thèse, m'a fait beaucoup apprécier *Le pouvoir des mots* de Judith Butler, qui venait d'être traduit. Avec ce texte, puis les autres (*Trouble dans le genre*, *Défaire le genre*, *Ces corps qui comptent*⁹), j'ai découvert que la sexualité gagnait à être comprise aussi, et c'est une troisième façon de l'appréhender, comme une « régulation du genre », et même comme un *rapport social en soi* (Gayle Rubin, de façon très

7. Hamel (C.), « Faire tourner les meufs ». Les viols collectifs : discours des médias et des agresseurs », *Gradhiva*, 33, 2003 ; Mucchielli (L.), *Le scandale des « tournantes ». Dérives médiatiques, contre-enquête sociologique*, Paris, La Découverte, 2005.

8. Guénif-Souilamas (N. G.), Macé (E.), *Les féministes et le garçon arabe*, La Tour d'Aigues, Éditions de l'Aube, 2004.

9. Butler (J.), *Le Pouvoir des mots. Politique du performatif*, Paris, Amsterdam, 2004 ; Butler (J.), *Trouble dans le genre. Pour un féminisme de la subversion*, traduction de C. Kraus, Paris, La Découverte, 2005 [1^{re} éd. 1990] ; Butler (J.), *Défaire le genre*, traduction de M. Cervulle, Paris, Amsterdam, 2006 [1^{re} éd. 2004] ; Butler (J.), *Ces corps qui comptent. De la matérialité et des limites discursives du « sexe »*, traduction de C. Nordmann, Paris, Amsterdam, 2009 [1^{re} éd. 1993].

éclairante, parle de « stratification sexuelle¹⁰ ») ou encore comme un « système politique¹¹ » – pour reprendre des théories différentes mais ayant en commun d’envisager la hiérarchisation des sexualités comme un axe de hiérarchisation sociale au même titre que le rapport de genre, le rapport de classe ou le rapport de race, affectant tout le monde et tous les univers de pratiques, ayant des ressorts et des effets matériels et économiques, pas « seulement culturels¹² ». Cette façon de penser hisse l’articulation entre sexualité et classe sociale à un niveau encore différent des deux précédents – intersectionnel, cette fois (au sens général du terme, c’est-à-dire qui reconnaît une pluralité de rapports sociaux ou de pouvoir affectant ensemble, de manière imbriquée, l’expérience sociale).

Sylvie Tissot : Mon enquête sur la *gayfriendliness* – une comparaison de l’acceptation de l’homosexualité à New York et Paris –, que je débute en 2010, s’inscrit dans deux questionnements préexistants. Le premier, au cœur de *De bons voisins*¹³, un livre sur la gentrification à Boston, porte sur la spécificité de la distinction sociale chez une certaine fraction des classes supérieures très dotée en capital culturel. Ses membres disent désormais que les classes populaires (mais aussi les minorités ethniques et sexuelles) ont une égale dignité et qu’il est même intéressant d’habiter près d’elles. Pourtant, comme je l’ai montré, cette proximité dans l’espace s’accompagne d’un contrôle très fort du mélange. Après avoir terminé l’enquête à Boston, j’avais envie d’examiner de plus près cette sympathie (ou *friendliness*) que les gentrificateurs et gentrificatrices expriment à l’égard des gays et des lesbiennes, élément que je présentais essentiel de l’amour proclamé pour la diversité. Cela m’a conduit à travailler sur des habitant·es aux mêmes profils sociaux, de Paris et de New York cette fois-ci, et hétérosexuel·les. Mais me focaliser sur les hétérosexuel·les renvoyait à un autre fil rouge de mes travaux, attentifs à la manière dont des rapports de domination se trouvent ébranlés par les mouvements de contestation. En reprenant de façon large l’expression de Christian Topalov, je m’intéresse aux « projets réformateurs »¹⁴, dans lesquels se lancent les groupes dominants (entendus pas seulement du point de vue de la hiérarchie de classe), qui, tout en se réformant eux-mêmes en quelque sorte, rétablissent *in fine* leurs positions. Les hétérosexuel·les, intégrant en partie la critique portée par les mouvements des gays et des lesbiennes, ont vu le régime *straight*, pour reprendre Monique Wittig,

10. Rubin (G.) Butler (J.), « Marché au sexe. Entretien de Gayle S. Rubin avec Judith Butler », in *Marché au sexe*, traduction de É. Sokol, Paris, Epel, 2002 [1^{re} éd. 1995], p. 48.

11. Wittig (M.), *La Pensée straight*, Paris, Amsterdam, 2007.

12. Butler (J.), « Simplement culturel ? », in Bidet-Mordrel (A.), dir., traduction de B. Marec, *Les rapports sociaux de sexe*, Paris, Presses universitaires de France, 2010 [1^{re} éd. 1996].

13. Tissot (S.), *De bons voisins. Enquête dans un quartier de la bourgeoisie progressiste*, Paris, Raisons d’agir, 2011.

14. Topalov (C.) (dir), *Laboratoires du nouveau siècle. La nébuleuse réformatrice et ses réseaux en France, 1880-1914*, Paris, Éditions de l’EHESS, 1999. Je l’ai fait initialement pour étudier la politique de la ville et la catégorie de « quartier sensible » : *L’État et les quartiers. Genèse d’une catégorie de l’action publique*, Paris, Le Seuil, 2007.

transformé : de quelle manière et jusqu'où ? La nouvelle enquête visait aussi à répondre à cette question.

Élue professeure d'université en 2011 à Paris 8, université ouverte aux pensées critiques, sur un poste « Discriminations », je me sentais plus légitime pour traiter de sujets qui ne l'étaient pas complètement, loin s'en faut. Même si des thèses étaient déjà publiées sur le sujet¹⁵, de mon côté, l'intérêt pour les questions de genre et de sexualité restait très connecté à mon militantisme féministe et l'intégrer dans la recherche me semblait, peut-être à tort, périlleux dans un milieu au sein duquel j'avais pu expérimenter les logiques de discrédit par l'accusation de « militantisme ». Mais en 2010, j'étais titulaire, et j'avais de surcroît l'impression d'avoir trouvé ma place, bien intégrée chez les sociologues se revendiquant de la pensée de Pierre Bourdieu. Voilà, si l'on considère que le choix de nos objets de recherche n'est pas dissociable de nos trajectoires, quelques éléments expliquant que j'ai investi, sur le tard, en tout cas plus tardivement qu'Isabelle et Wilfried dans ma carrière, la question de la sexualité. Finalement le développement de quelques pages du livre *De bons voisins* (« une *gay friendliness* sous conditions », p. 166-172) est devenu un sujet à part entière. Je me lançais comme objectif, cette fois-ci avec une dimension comparative, d'explorer cet aspect particulier du goût pour la diversité des gentrificateurs et gentrificatrices et, plus encore, le rôle des normes sexuelles dans une morale de classe bien spécifique.

Quels résultats de recherche jugez-vous les plus centraux dans vos recherches en lien avec cette articulation entre sexualité et classes sociales ? Autrement dit, quels clivages socio-sexuels avez-vous pu mettre en évidence ?

S. Tissot : Un des résultats centraux de ma recherche est que la distinction sociale de cette fraction des classes supérieures fonctionne aussi sur la base d'une autorité morale construite à partir des questions sexuelles, et plus particulièrement du rapport à l'homosexualité. Pour mettre au jour les logiques de cette distinction, je n'ai pas opté pour l'analyse quantitative, qui sera celle de Wilfried dans l'article d'*Actes de la recherche en sciences sociales*¹⁶. J'ai d'abord analysé des discours et la manière dont, à travers la revendication de tolérance, des frontières symboliques (et indissociablement de classe, de race et spatiales) sont établies : on se définit comme *gayfriendly* par rapport et contre des populations supposément homophobes, décrites à travers le manque d'éducation,

15. Les travaux de Wilfried Rault, Isabelle Clair, Virginie Descoutures, et un peu plus tard Colin Giraud et Mathieu Trachman ont été importants pour moi. Le début de l'enquête s'est fait de façon collective et a abouti à un rapport rédigé pour la Mairie de Paris : Tissot (S.), Giraud (C.), Rault (W.) et Trachman (M.), *Les hétéros du Marais : enquête sur la gayfriendliness*, Rapport pour la Mairie de Paris, Paris, CSU-CRESPPA, 2014.

16. Rault (W.), « Les attitudes « gayfriendly » en France : entre appartenances sociales, trajectoires familiales et biographies sexuelles », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 213, 2016.

l'obscurantisme, l'appartenance à certains territoires (les banlieues, la province, et dans une moindre mesure le 16^e arrondissement de Paris pour le cas français), et des identités raciales euphémisées, mais bien présentes (les « communautés ethniques »).

L'enquête localisée, menée sur la base d'une certaine immersion ethnographique (davantage à Park Slope à New York que dans le Marais à Paris), m'a aussi permis de montrer comment tout un style de vie venait traduire en actes ce progressisme sexuel : l'ancrage dans un quartier anciennement gai et à la réputation *gayfriendly* bien établie, une sociabilité dans des institutions locales bannissant l'homophobie et ouvertes aux gays et aux lesbiennes (églises, synagogues, écoles, associations, commerces, etc.), des liens affinitaires faisant la part belle aux « amis gais », etc. Comme à Boston, mais cette fois sur deux quartiers, je poursuivais l'enquête monographique, m'inscrivant ainsi dans une tradition de sociologie urbaine sensible à la manière dont l'espace participe de l'établissement des frontières et des identités sociales. Les goûts ainsi mis en lumière ne surprennent pas forcément au vu de pratiques déjà étudiées dans les recherches sur la gentrification, mais très peu de ces recherches s'y étaient intéressées en tant que telles tandis que les quelques travaux, anglo-américains, sur les hétérosexuel·les des quartiers gais, n'utilisent guère la grille de la classe. Pourtant, celle-ci vient éclairer les formes de contrôle et d'autocontrôle caractéristiques de cette « coexistence pacifique », comme le disent Sébastien Chauvin et Arnaud Lerch¹⁷ : autocontrôle des hétérosexuel·es quant à leurs bonnes manières et contrôle des minorités sexuelles dont on vante la présence.

W. Rault : Un premier résultat fait justement suite à cette observation que les minorités sexuelles s'inscrivent, en moyenne, plus souvent dans les classes moyennes et supérieures. L'hypothèse fréquemment invoquée est qu'un niveau de diplôme élevé et une certaine position sociale sont en quelque sorte des conditions de possibilité des modes de vie gays et lesbiens et de l'appartenance aux minorités sexuelles. Cet ancrage – relatif – dans les classes moyennes et supérieures ne vient pas de nulle part : il est en partie lié à des trajectoires sociales (et géographiques) marquées par des formes de mobilités sociales intergénérationnelles ascendantes. Celles-ci sont assez nettes lorsque l'on compare par exemple les situations des femmes et des hommes en couple de même sexe avec celles des femmes et hommes en couple de sexe différent¹⁸ et que l'on contrôle cet effet par les origines sociales, qui ne sont par ailleurs pas radicalement différentes. L'autre dimension qui me semblait indispensable à explorer mais qui est souvent oubliée ou minimisée – je pense que le fait de travailler à l'Ined a été déterminant pour moi sur ce point – c'était l'effet de la génération. Les générations successives ont été exposées à un contexte de l'homosexua-

17. Chauvin (S.), Lerch (A.), « Hétéro/homo », *Encyclopédie critique du genre*, Paris, La Découverte, 2021.

18. Approche nécessairement réductrice pour étudier gais et lesbiennes (voir *infra*).

lité en constante transformation et ont vécu des expériences qui ne sont pas semblables. Et de fait, quand on insère ce souci de la génération à une approche quantitative des minorités sexuelles, on perçoit d'emblée qu'elle explique en partie le constat que je soulevais : les femmes et les hommes des générations les plus anciennes ont des profils sociaux particulièrement distinctifs (en termes de PCS et de diplôme) qui les ancrent plus souvent – mais pas exclusivement bien sûr – dans les classes supérieures. Abordée *via* la mobilité sociale et la génération, la sexualité minoritaire apparaît alors comme structurante des trajectoires sociales. Les générations les plus jeunes donnent moins à voir ces spécificités dans un contexte traversé par davantage de visibilité sociale, de reconnaissance juridique, de politisation, avec des variations importantes selon les composantes des minorités de sexualité (et de genre). Ce qui ne signifie nullement que ce contexte est celui d'une banalisation des expériences bien entendu. Ces effets de la sexualité n'ont pas disparu mais je pense qu'ils se sont renouvelés et remodelés et que les expériences individuelles sont différentes.

Un second résultat concerne également les minorités sexuelles mais à travers le regard qui est porté sur elles *via* les indicateurs d'acceptation de l'homosexualité. Dans le contexte qualifié par Éric Fassin d'*inversion de la question homosexuelle*¹⁹, il m'est apparu flagrant que les enquêtes sur les valeurs qui abordaient l'acceptation de l'homosexualité n'avaient pas pris en compte ce changement de contexte. Elles continuaient de l'aborder avec des indicateurs vagues et peu impliquants qui donnaient d'une certaine manière une prime aux classes supérieures, conscientes de cette inversion et soucieuses d'apparaître tolérantes par opposition à des groupes sociaux l'étant supposément moins. C'était d'une certaine manière un pendant quantitatif de l'enquête de Sylvie sur la *gayfriendliness*. L'enquête *Contexte de la sexualité en France* m'a permis de nuancer fortement ce lien entre appartenance de classe et acceptation de l'homosexualité, et ce de plusieurs manières. En montrant tout d'abord l'importance de l'indicateur retenu : si l'acceptation de principe semble étroitement corrélée à l'appartenance aux classes moyennes et supérieures, les choses sont beaucoup plus floues lorsque l'on raisonne sur des indicateurs qui renvoient à des acceptations pratiques. Et en mettant en évidence l'importance d'autres facteurs : la génération – on y revient –, le sexe, mais aussi d'autres effets liés aux trajectoires sexuelles et conjugales, notamment pour les femmes. Donc pour revenir à votre question, il s'agissait peut-être moins de mettre en évidence un clivage socio-sexuel au sens fort que de questionner la représentation de son existence quand on parle d'acceptation de l'homosexualité.

Vous évoquez des enquêtes qui se fondent sur des terrains et des méthodes différentes. Wilfried parle notamment du diplôme et des PCS pour penser la stratification sociale. Sur ce point, pourriez-vous revenir sur la manière

19. Fassin (É.), *L'inversion de la question homosexuelle*, Paris, Amsterdam, 2008.

dont vous avez construit, d'un point de vue méthodologique, des indicateurs pour appréhender la sexualité, comme les classes ? En particulier : de quelle manière ceux-ci ont-ils pu évoluer au fil de vos travaux ?

I. Clair : J'ai choisi, pour ma part, de recourir à la comparaison ethnographique entre des milieux sociaux contrastés. C'est un choix méthodologique qui s'est élaboré à l'issue de ma thèse au sein de mon projet de recherche pour entrer au CNRS (2008) ; il avait centralement à voir avec le fait que la sexualité soit un motif de disqualification à l'égard des garçons que l'on dit « issus de l'immigration ». Au moment de rédiger puis de restituer mon travail de thèse (dans des séminaires de laboratoire, des MJC de banlieue, un livre, des articles, des communications), je me suis sentie piégée dans la monographie²⁰ : j'avais beau contextualiser mon propos, tout ce que je disais des jeunes que j'avais rencontrés dans mon enquête paraissait leur être spécifique. Ne passant pas sous silence les dominations réelles et les violences que les garçons de mon enquête infligeaient aux filles et aux garçons suspectés « d'être des pédés », comme cela avait été jusque-là souvent le cas dans la sociologie française dite des « jeunes populaires », mon analyse était susceptible d'être réinterprétée à l'aune de stéréotypes racistes. Ayant grandi dans un village, je savais d'expérience qu'il existait de fortes continuités entre cette jeunesse et celle qui vivait en milieu rural, en raison de caractéristiques communes – une même prédominance des classes populaires (ouvrières), un enclavement géographique et une forte interconnaissance entre leurs habitant-es²¹. Poursuivre l'enquête en milieu rural permettait notamment de contrer l'effet de relégation et, plus largement, d'interroger le rapport de race qui traverse et participe à l'hétérogénéité des classes populaires françaises. J'ai terminé mon échappée de la monographie en sortant des classes populaires pour enquêter dans des quartiers bourgeois de la capitale rassemblant notamment des populations à fort capital culturel, ainsi que l'indiquaient les PCS de la majorité des adultes qui y vivent.

Cette façon de faire ne repose pas sur la recherche d'indicateurs à proprement parler : c'est en ciblant, successivement, des lieux de vie circonscrits que j'ai déduit les groupes de classe/race à propos desquels j'ai pu proposer des montées en généralité²². Cette confrontation des terrains, selon des dispositifs empiriques proches (et néanmoins impossibles à tout à fait standardiser, comme le permettent l'enquête par entretiens et, plus encore, l'enquête par

20. Je m'en explique dans un article réflexif : Clair (I.), « Les temporalités de la comparaison ethnographique », *Genèses*, 129 (4), 2022.

21. Un autre article réflexif, fondé empiriquement sur mon enquête, thématise les effets de l'expérience que l'on a soi-même des rapports sociaux sur l'analyse que l'on produit du monde social : Clair (I.), « Nos objets et nous-mêmes : connaissance biographique et réflexivité méthodologique », *Sociologie*, 13 (3), 2022.

22. Le compte rendu de l'ensemble de mon travail a été publié dans Clair (I.), *Les Choses sérieuses. Enquête sur les amours adolescentes. Enquête sur les amours adolescentes*, Paris, Le Seuil, 2023.

questionnaire), a bien sûr orienté mon analyse. J'ai procédé par l'identification de continuités et de différences entre les terrains, ainsi que par la mise en regard des façons dont chaque jeunesse se positionnait (ou pas) à l'égard des deux autres.

J'ai ainsi repéré la présence, partout, d'un noyau normatif du genre, dans lequel la sexualité joue un rôle central et qui est plus ou moins contrarié selon les lieux. Ce noyau est constitué principalement par la menace obsessionnelle du « pédé » qui pèse sur les garçons et par le stigmate de la « pute » qui pèse sur les filles ; or il ne s'agit pas d'un « reste » légué par la « tradition » mais d'une structure sociale très présente dans la société contemporaine, qui se manifeste de manière à la fois transversale et variable en fonction de caractéristiques spécifiques propres à chaque lieu enquêté : i) le plus ou moins grand degré d'autonomie (à l'égard de l'espace et des parents) des jeunes selon les milieux – ainsi les garçons de classes populaires, coincés dans des cités et des villages enclavés, étaient particulièrement prompts à disqualifier les filles de leur milieu social, trop mobiles (plus qu'eux), en quête d'autres garçons (auprès desquels ils se sentaient perdants), vulgaires (sans « classe ») ; ii) les idéologies du genre structurées dans chacun d'eux (qu'il s'agisse des religions monothéistes – musulmane, évangélique, catholique –, de l'égalitarisme scolaire, de la *gayfriendliness*²³ ou encore du féminisme) et iii) les différentes manières dont ces idéologies du genre sont susceptibles d'être revendiquées à des fins de retournement du stigmate ou de distinction sociale – engendrant, par exemple, face à l'enquêtrice (adulte, blanche, parisienne) des discours de fierté promouvant une stricte observance des interdits religieux en matière de sexualité dans les cités d'habitat social (« nos filles sont vertueuses, elles ») ou l'euphémisation de toute violence discursive, sexiste et homophobe, dans des quartiers où la *gayfriendliness* est normative (« nous sommes égalitaristes, nous »).

S. Tissot : J'ai appréhendé l'orientation sexuelle à partir de l'autodéclaration des individus, sachant que les modalités de l'enquête (en partie par immersion, et souvent basée sur l'interconnaissance des enquêté-es) m'ont parfois conduit à supposer des orientations sexuelles qui se sont avérées inexactes – aperçu instructif sur mes propres catégories de classement. Ainsi, cette femme dont je venais d'interviewer le mari, que je présupposais donc hétérosexuelle, et qui me parle (lui n'en avait dit mot) de leur vie poly-amoureuse : les deux ont des relations avec des femmes. Et quand je lui ai demandé si elle se définissait comme hétérosexuelle ou bisexuelle, elle a écarté tous les labels que je suggérais, indice d'un décalage par rapport au binarisme hétérosexuel/homosexuel dont la prégnance était en quelque sorte confirmée par ce cas très atypique. Pour ce qui concerne la classe, une des particularités de mon approche est l'entrée par

23. Tissot (S.), *Gayfriendly. Acceptation et contrôle de l'homosexualité à Paris et à New York*, Raisons d'agir, 2018.

l'espace : des quartiers gentrifiés, situés juste en dessous, du point de vue de la composition socio-démographique, des « beaux quartiers ». Je me focalise sur le groupe qui, au sein desdits espaces, « donne le ton » pour reprendre l'expression de Jean-Claude Chamboredon et Madeleine Lemaire. Il s'agit de classes moyennes-supérieures ou de classes supérieures, avec des niveaux de revenu variables (de l'enseignant à la retraite au dirigeant d'entreprise), mais toutes diplômées de l'enseignement supérieur (le capital culturel joue un rôle important dans les frontières symboliques dont j'ai parlé plus haut) et pour la très grande majorité propriétaires. La trajectoire résidentielle, le statut de propriétaire ainsi que l'ancienneté dans le quartier constituent des indicateurs décisifs pour ce type d'enquête centrée sur les rapports de domination localisés.

W. Rault : Les approches quantitatives des minorités sexuelles sont fortement contraintes. Non seulement on ne dispose pas toujours d'indicateurs pour les cerner et lorsqu'ils existent, ceux-ci sont souvent insatisfaisants ou leur exploitation soulève plusieurs questions. Dans les grandes enquêtes de recherche reposant sur un échantillon probabiliste ayant vocation à la représentativité, la manière la plus fréquente d'aborder les minorités sexuelles s'organise autour de trois questions clés : les pratiques sexuelles (le fait de déclarer le sexe des partenaires sexuel·les et éventuellement leur nombre, ces questions étant, selon les enquêtes, ramenées à des échelles temporelles différentes « au cours de votre vie », « les douze derniers mois »), les attirances envers les personnes de même sexe ou de sexe différent (« Au cours de votre vie, vous avez été attiré·e par... »), et l'identification (« aujourd'hui, vous vous définissez comme : hétérosexuel·le ; bisexuel·le ; homosexuel·le, gay, lesbienne, autre... »). L'exploitation de ces indicateurs a le grand mérite d'engendrer une indispensable réflexion sur la mise en catégories et invite à une certaine vigilance : avoir eu des rapports avec des personnes des deux sexes n'ancre pas nécessairement dans la bisexualité, se dire attiré·e par des personnes de sexe différent et des personnes de même sexe n'est pas incompatible avec le fait de se dire gai, lesbienne, homosexuel·le... Cette réflexion épistémologique sur la quantification des minorités sexuelles est au cœur de l'ouvrage collectif que j'ai coordonné récemment avec Mathieu Trachman²⁴.

En dehors des limites intrinsèques à ces indicateurs (qui relèvent par exemple de leur cadrage temporel, de la binarité de genre qu'ils reconduisent), le souci tient au fait qu'en France, ils ne sont généralement présents que dans les grandes enquêtes dédiées à la sexualité ou qui consacrent un questionnement spécifique sur le sujet (comme les enquêtes sur les violences ou certaines enquêtes sur la santé qui vont sur le terrain de la sexualité). Dans les grandes enquêtes sur d'autres thématiques (le travail, les pratiques culturelles, les migrations, la

24. Rault (W.), Trachman (M.), dir., *Minorités de genre et de sexualité. Objectivation, catégorisations et pratique d'enquête*, Paris, Ined, 2023.

famille...), on trouve parfois un indicateur, exceptionnellement deux, mais guère plus. Ce qui limite les possibilités d'études.

À cette difficulté s'ajoute un autre obstacle, majeur, celui des effectifs. Dans une enquête quantitative en population générale réalisée auprès d'une, deux ou trois dizaines de milliers de personnes comme cela est souvent le cas dans les enquêtes de recherche, les groupes minoritaires sont peu nombreux, les effectifs sur lesquels il est possible de travailler faibles. Cela n'empêche pas de faire des travaux généraux tout à fait essentiels sur les pratiques, attirances et identifications minoritaires, comme par exemple ceux qui ont été menés par N. Bajos et N. Beltzer à partir de *Contexte de la sexualité en France*, ou T. Lejbowicz et M. Trachman à partir de l'enquête *Violences et rapports de genre (Virage)*²⁵. Les choses se compliquent dès que l'on souhaite regarder ces groupes statistiques de façon plus stratifiée, en regardant des sous-groupes à partir de plusieurs variables, par exemple le niveau de diplôme ou la classe sociale et les origines sociales pour mettre en évidence des mobilités sociales. La difficulté est du même ordre si l'on veut travailler sur l'espace et les mobilités géographiques. Il est difficile de mettre en évidence des tendances significatives avec des effectifs aussi faibles.

C'est la raison pour laquelle je me suis tourné, malgré moi, vers un autre indicateur : les situations de couple. La reconnaissance juridique du couple de même sexe par le Pacs (1999) puis le mariage (2013) a eu des effets très nets sur la possibilité de déclarer un·e conjoint·e ou partenaire de même sexe dans les enquêtes, notamment celles de la statistique publique pilotées par l'Insee. Parmi ces dispositifs, on trouve des enquêtes qui reposent sur des effectifs qui sont sans commune mesure avec les enquêtes de recherche évoquées plus haut et qui ouvrent des perspectives d'exploitations très nombreuses. Avec plusieurs centaines de milliers d'observations pour les enquêtes « Famille » ou plusieurs millions pour les enquêtes annuelles de recensements, il devient possible de travailler sur des effectifs très importants. Évidemment, il ne s'agit absolument pas de considérer que les personnes en couple de même sexe *représentent* les minorités gaies et lesbiennes. C'est seulement une partie d'entre elles que l'on capte et leurs modes de vie sont probablement, en moyenne, différents de ceux des personnes qui ne sont pas en couple, notamment en termes socio-économiques, de sociabilités et de sexualité. L'indicateur de conjugalité est d'autant plus insatisfaisant qu'il renvoie la plupart du temps au couple cohabitant alors que les configurations relationnelles non cohabitantes sont particulièrement répandues parmi les minorités sexuelles. Des enquêtes réalisées ces dernières

25. Bajos (N.), Beltzer (N.), « Les sexualités homo-bisexuelles. D'une acceptation de principe aux vulnérabilités sociales et préventives », in Bajos (N.), Bozon (M.), dir., *Enquête sur la sexualité en France. Pratiques, genre et santé*, Paris, La Découverte, 2008 ; Trachman (M.), Lejbowicz (T.), « Des LGBT, des non-binaires et des cases », *Revue française de sociologie*, 59 (4), 2018.

années devraient toutefois permettre de dépasser en partie ce problème, même si on est loin de pouvoir disposer d'une question sur l'identification dans le recensement, comme cela existe en Angleterre et au Pays de Galles (ainsi que, dans le domaine des minorités de genre, une question sur le fait d'avoir connu une transition de genre).

La mobilisation de bases de données avec de gros échantillons présente un autre avantage : elle permet d'aller assez loin dans le degré de précision des variables sociodémographiques « classiques ». De telles sources rendent possible l'utilisation de nomenclatures de catégories socio-professionnelles beaucoup plus poussées que la PCS agrégée en 8 postes qui est très frustrante. C'est absolument essentiel pour pouvoir distinguer des positions qui traduisent des équilibres différents entre capitaux culturels et économiques. L'importance des effectifs permet également de faire des travaux par génération, et en fonction des entités géographiques (par exemple à une échelle départementale ou communale). Les possibilités d'appariement avec les données fiscales devraient également ouvrir la voie à des recherches novatrices sur les discriminations.

La dimension spatiale semble centrale dans vos travaux, que ce soit dans la méthode (comparaison ethnographique), l'objet (mobilités spatiales et sociales des gays et lesbiennes, quartiers gentrifiés) ou les résultats (la manière relationnelle dont les groupes sociaux/spatiaux se perçoivent ou ne se perçoivent pas) et vous permet d'approcher de manière combinée des dimensions du social. Dans la continuité, de quelle manière avez-vous rencontré et abordé scientifiquement la dimension intersectionnelle des rapports sociaux – en particulier de classe, genre, race et sexualité – et de quelle façon votre approche a-t-elle pu évoluer ou s'affiner ?

S. Tissot : Je ne pense pas que ce soit la dimension spatiale qui me permette d'aborder de manière combinée plusieurs dimensions du social. La dimension intersectionnelle découle tout simplement de la problématique de la recherche : comment le progressisme sexuel participe-t-il de la manière dont la distinction sociale fonctionne au sein d'une certaine fraction de classe aujourd'hui, dans certaines villes et pays ? Avec, de façon sous-jacente, l'objectif de questionner l'idée que l'(hétéro)sexisme serait l'apanage d'une classe sociale. J'ai cherché à le faire de deux façons. En montrant que cette idée est celle d'un certain groupe social, qui est équipé pour la mettre en forme et a les ressources pour la promouvoir. Mettre au jour les profits – symboliques mais aussi matériels puisque le mot d'ordre de la diversité, qui inclut la *gayfriendliness*, sert aussi la gentrification – commande, me semble-t-il, de questionner l'évidence de cette supériorité morale. L'autre manière de l'interroger est de déplacer la question, en en reposant les termes. Non pas tant, donc, rechercher et décréter quel groupe social est homophobe ou progressiste, ni même mesurer leur homophobie respective. Mais, dans des sociétés démocratiques libérales où la discrimination est

officiellement répudiée par le principe de l'égalité des droits, décrire et décoriquer les manières singulières qu'a chaque groupe de penser et gérer les différences de sexualité.

Par ailleurs, je voyais déjà poindre, alors que je menais cette recherche, certaines réactions virulentes à l'intersectionnalité et la défense de l'idée que les rapports de classe seraient « prédominants ». J'étais donc très sensible au risque que mon travail soit interprété comme la confirmation que les élites utilisent les questions dites sociétales pour asseoir leur domination, preuve que non seulement il n'y aurait pas à les prendre au sérieux mais qu'il faudrait s'en méfier, comme autant de manifestations d'un mépris de classe. Dans la conclusion, j'ai donc dit explicitement qu'il y a bien, derrière la *gayfriendliness*, un système de domination qui résiste et se recompose, et qu'on ne saurait le réduire à une ruse de la raison de classe. J'affirme que le rapport à l'homosexualité est inscrit dans des rapports de classe, qui l'affectent au point de perpétuer les formes et les normes d'une homosexualité acceptable, légitime et, en cela, de définir en même temps des nouvelles formes de rejet et de contrôle. Et que parallèlement la violence exercée par les classes supérieures, et en premier lieu la violence symbolique, est modélisée par d'autres rapports sociaux. (...) la classe modèle les rapports de sexualité et de genre, de même que ces derniers participent à la légitimation des rapports de classe. Pour moi, la dimension intersectionnelle consiste à montrer comment les rapports sociaux se construisent de façon croisée, ensemble, et de façon évidemment singulière selon les contextes : sans considérer l'un plus important que les autres.

Du point de vue du genre (et de son articulation avec la sexualité), en travaillant sur les hétérosexuelles, je montre que la sexualité (*via* le rapport à l'homosexualité) façonne certaines féminités bourgeoises et comment la socialisation genrée conduit les femmes à davantage investir la *friendliness* dans une sorte de partage des tâches conjugales étendu. Tout en puisant à d'autres sources théoriques, j'ai cherché, pour résumer, à faire fonctionner le schéma puissant de la *Distinction* pour mieux comprendre un phénomène qu'il est difficile d'occulter quand on s'intéresse aux formes de domination contemporaines : l'efficacité d'un certain progressisme sexuel qui vient, par l'accusation d'obscurantisme portée à l'encontre des classes populaires, des minorités raciales et notamment musulmanes, consolider l'autorité des élites.

I. Clair : En ce qui me concerne, je ne pense pas non plus que la comparaison ethnographique engendre une analyse intersectionnelle. Pour ma part, j'aurais très bien pu faire la même enquête et en tirer une analyse centrée sur la classe sociale, en restituant seulement des variations d'expériences (dès lors secondaires) entre filles et garçons, par exemple. Or une telle analyse ne pourrait pas être qualifiée d'intersectionnelle : d'une part parce que cela reviendrait à attribuer des valeurs différentes à des rapports sociaux que la perspective

intersectionnelle enjoint de penser en interaction les uns avec les autres ; d'autre part, parce qu'il ne me paraît pas possible de se revendiquer du mot « intersectionnalité » si la race n'est pas prise en compte : même lorsqu'on fait un usage sociologique de la catégorie (plus descriptif²⁶ que dans la proposition de Kimberlé W. Crenshaw et d'autres autrices du *black feminism*²⁷) et qu'on l'acclimite à notre façon locale de conceptualiser les hiérarchies (en termes de rapports sociaux), il me semble fondamental de ne pas délier cette catégorie de sa généalogie critique, dans laquelle la race occupe une place centrale – au risque de la vider de sa substance et de son utilité pour interroger nos propres théories sociologiques.

En revanche, la comparaison que j'ai mise en œuvre visait à appréhender, de manière empirique, la dimension *relationnelle* des rapports sociaux. Bien sûr, dans mon enquête, je n'ai pas épuisé la totalité des configurations présentes dans la société française contemporaine (il y manque notamment la bourgeoisie rurale, les classes populaires pavillonnaires, les populations de villes moyennes, etc.) mais le fait d'en avoir choisi trois qui soient très contrastées socialement et situées en des lieux très différents m'a permis de sortir de la monographie, comme je le disais plus tôt, et de confronter empiriquement des mondes sociaux divers, afin de mettre au jour leurs différences, leurs similitudes et les circulations entre eux (emprunts, réappropriations, jugements réciproques, interactions). Elle cherchait aussi à contrer, autant que possible, les effets de ma propre expérience des rapports sociaux sur mon analyse en ne me plaçant pas dans un strict tête-à-tête avec les gens que je rencontrais : j'espère qu'elle m'a empêché de décrire leur vie au regard d'un groupe social témoin imaginaire (qui aurait risqué de correspondre à ma propre position sociale) et elle m'a permis de faire moi-même l'expérience de relations d'enquête traversées par des écarts sociaux divers. C'est sur ce point que mon choix méthodologique a quelque chose à voir avec la perspective intersectionnelle, je pense.

Je suis d'accord avec Sylvie à propos du fait que celle-ci se trouve dans la problématique plutôt qu'elle n'émerge du terrain. Mais nos choix théoriques dépendent aussi de notre propre expérience du social, dont fait partie l'expérience du terrain. Nos savoirs biographiques ne sont certes pas suffisants à fonder une démarche scientifique mais ils nous rendent plus ou moins attentifs et attentives aux façons dont se manifeste la domination dans les situations sociales

26. Voir Yuval-Davis (N.), « Situated Intersectionality and Social Inequality », *Raisons politiques*, 58 (2), 2015.

27. Voir notamment les deux articles fondateurs de la notion par Kimberlé W. Crenshaw : « Cartographies des marges : intersectionnalité, politique de l'identité et violences contre les femmes de couleur », *Cahiers du Genre*, 39 (2), 2005 [1^{re} éd. 1994] ; « Sortir des marges l'intersection de la race et du sexe. Une critique féministe noire de la doctrine antidiscriminatoire, de la théorie féministe et de la lutte antiraciste », *Cahiers du Genre*, traduction de S. Sofio, 70 (1), 2021 [1^{re} éd. 1989] ; Dorlin (E.), *Black feminism. Anthologie du féminisme africain-américain, 1975-2000*, Paris, L'Harmattan, 2008.

que nous observons et partageons au cours de nos enquêtes. Or l'enquête de terrain est en elle-même (et entre autres choses, bien sûr) une expérience – sans une implication personnelle de notre part, elle ne serait pas possible. Le fait d'échapper à diverses oppressions dans notre vie a des conséquences sur nos façons de voir et de comprendre le monde – ainsi mon usage de la race, malgré du travail théorique et des efforts pour me poser « l'autre question²⁸ », reste très en deçà de ce qu'il serait probablement dans une enquête et une analyse menées par une sociologue victime elle-même de racisme²⁹ ; de même, le fait que j'aie choisi de centrer mon analyse sur l'expérience de l'hétérosexualité n'est pas sans lien avec ma propre position socio-sexuelle. Mais je pense aussi, sans que ce soit équivalent ni automatique, que le fait de se confronter, dans le cadre de relations inscrites dans la durée et dans la confiance mutuelle, en des lieux qui, lorsqu'ils ne sont pas familiers, nécessitent de les comprendre un minimum afin d'être autorisé·e à les fréquenter, produit de la connaissance et une connaissance différente de celle que l'on acquiert à la lecture de travaux réalisés par d'autres que soi-même ; notamment parce qu'elle fait ressentir concrètement, en divers moments du travail ethnographique, que l'incarnation d'une position sociale marquée (en partie) par le privilège est susceptible d'entraîner de l'incompréhension, de la méfiance, de la colère, voire du rejet, profitables à l'analyse sociologique à propos de la façon dont fonctionne la domination sociale. Nous pouvons refuser ou euphémiser les malaises engendrés par ces situations, nous pouvons les attribuer à d'autres causes, nous pouvons les reléguer aux marges de l'enquête, mais ils peuvent participer à accroître notre propre conscience d'oppressions dont nous ne savions pas toujours à quel point ni comment elles nous concernaient avant l'enquête³⁰.

W. Rault : Dans mon travail sur les attitudes *gayfriendly* ou sur les mobilités des gays et lesbiennes à partir d'une approche quantitative, la dimension intersectionnelle dans l'acception précisée par Isabelle est relativement absente. La prise en compte de la race est inexistante. Elle n'est théoriquement pas impossible, mais sa mise en œuvre requiert l'existence d'indicateurs pertinents dans les enquêtes (qui sont rares en France et rarement présents aux côtés d'indicateurs de sexualité) et se heurte aux problèmes d'effectifs que j'ai déjà soulignés. Il est souvent difficile d'étudier les groupes minorisés à partir d'enquêtes

28. Matsuda (M. J.), « Beside My Sister, Facing the Enemy: Legal Theory out of Coalition », *Stanford Law Review*, 43 (6), 1991.

29. Lire le dossier coordonné par Silyane Larcher, « Postionnalités des chercheur·es minoritaires », récemment paru dans *Raisons politiques* (89 (1), 2023) et, en particulier, à propos des effets (multiples et parfois contradictoires) de la race de part et d'autre de la relation entre sujet et objet d'enquête et de connaissance, les articles suivants : Fabien Trawalé, « Enquêter sur son groupe minoritaire d'appartenance : avantage épistémique et production de la face interne de la frontière du groupe », p. 43-59 et Sara Salem, « Exploring Anticolonialism Through Intimate Forms of Knowing », p. 61-76.

30. Sur ce sujet, voir par exemple Hamel (C.), Clair (I.), « Dans le même temps, je découvre que je suis blanche... ». Entretien avec Christelle Hamel », *Genre, sexualité & société*, (7), 2012.

quantitatives et lorsque cela est possible, les « doublement ou triplement minorisés » en raison d'autres appartenances sont peu visibles statistiquement. Une seconde raison est liée aux problématiques que j'ai privilégiées. Dans le cadre du travail sur la *gayfriendliness* à partir de l'enquête *Contexte de la sexualité en France*, mon principal objectif était d'abord d'interroger l'association de l'homophobie aux classes populaires dans de nombreux discours de sens commun et d'explorer dans quelle mesure d'autres facteurs intervenaient de façon nettement plus déterminante. Il s'agissait également de questionner la nature d'une tolérance déclarée par les classes moyennes et supérieures en distinguant acceptation de principe et une acceptation plus pratique. Ceci m'a conduit à examiner l'importance des variables de sexe, de génération. J'ai également cherché à introduire des variables d'expériences. Expériences de la conjugalité et de la sexualité qui permettent aussi de mettre au jour d'autres dimensions déterminantes. Sur ce point, c'est davantage une position socio-sexuelle et des expériences personnelles qui m'ont conduit à faire des hypothèses sur l'importance des parcours conjugaux et sexuels que la littérature ou que des expériences concrètes de terrain. Dans le raisonnement quantitatif, il y a, *a priori*, une certaine distance au matériau d'enquête qui contraste avec l'implication de la chercheuse ou du chercheur évoquée par Isabelle. Faire un usage secondaire d'une enquête existante (comme cela était le cas ici pour la *gayfriendliness*), c'est mobiliser des données déjà collectées. Les interactions avec les participant·es à une enquête ne sont pas du même ordre. Pour autant, cette distance n'anéantit pas toute implication personnelle dans la démarche de recherche : l'élaboration d'une problématique et la construction d'un objet de recherche, et les choix qui l'accompagnent, ne sont pas indissociables de positions et d'expériences personnelles.

Vos recherches trouvent un point de départ commun dans un contexte historique de politisation de questions sexuelles (égalité homo/hétéro, violences sexuelles en particulier), et plus encore dans les discours distinctifs et hiérarchisants, de classe et de race, qui l'ont accompagnée. Au-delà, elles sont aussi contemporaines, quoiqu'un peu plus récemment, de ce qui a pu être décrit comme le développement d'une « conscience de genre », de la diffusion massive des idées féministes (notamment via les réseaux sociaux numériques), de l'intensification de la lutte contre les violences sexistes et sexuelles, et de la politisation nouvelle d'autres positions minoritaires de genre et de sexualité (non-binarité de genre et asexualité en particulier). Ces transformations ont-elles trouvé ou trouvent-elles aujourd'hui un écho dans votre travail de recherche, vos observations empiriques et la formulation de vos questions de recherche, actuelles ou à venir ? Enfin, et plus largement, souhaitez-vous ajouter quelque chose pour conclure cet entretien ?

S. Tissot : On m'a souvent interrogée, lors de présentations de mon livre, sur les trans et la *gayfriendliness*, et j'ai précisé mon propos dans la traduction

anglaise (paru en 2023 aux éditions Polity). La question de savoir si elle devient une LGBT+ *friendliness* mérite d'être soulevée et on peut en effet le supposer³¹. Durant mon terrain avant 2016, j'ai observé d'énormes différences entre les États-Unis où les trans sont, toujours au sein du milieu étudié, en bonne voie de constituer une minorité qu'il convient d'accepter, dans le cadre de ce récit national d'une démocratie toujours plus accueillante. Les Parisien·nes, eux·elles, proféraient des propos extrêmement excluants, qui contrastaient avec ce qu'ils disaient des gays et des lesbiennes. Cela a probablement changé depuis. Je défends néanmoins l'idée que la nouvelle tolérance s'est constituée à partir d'un rapport aux gays et aux lesbiennes. Pourquoi ? Parce qu'elle a permis de maintenir la vision d'une séparation étanche entre hétérosexualité et homosexualité. On est soit homosexuel, soit hétérosexuel, aussi *gayfriendly* soit-on. En se disant *gayfriendly*, en effet, on se déclare hétérosexuel en même temps qu'hostile aux discriminations et à la violence, et cela permet de dissiper (ou masquer) les confusions – celles que pointe Jane Ward dans son travail sur l'hétérosexualité³². Toutes les frontières ne sont donc pas ébranlées. De mon point de vue, avec la *gayfriendliness*, un schème d'acceptation s'est mis en place, qui permet aux questions sexuelles, y compris la transidentité, de basculer du côté du progressisme bourgeois. Mais cela mériterait une étude à part entière.

Par ailleurs, j'ai beaucoup entendu, de la part des enquêtés les plus jeunes, hétérosexuel·les j'y insiste (ou encore de la part d'enquêtés plus âgés évoquant les générations suivantes), l'idée que, désormais, les identités de genre auraient pris un caractère plus fluide, que l'acceptation des minorités sexuelles serait un acquis, que les idées féministes seraient largement partagées. Outre que ma conscience féministe m'a toujours mise en garde contre de tels constats, il importait scientifiquement de considérer ce discours comme celui qu'un groupe tient sur lui-même – tout en le prenant au sérieux bien entendu (je précise par ailleurs que j'ai travaillé de façon beaucoup moins approfondie qu'Isabelle sur un groupe d'âge, et pas du tout sur les adolescent·es). J'ai ainsi pu distinguer, en fonction des générations, trois formes de *gayfriendliness*, pas seulement définies par le degré d'acceptation mais aussi par la disposition à reconnaître et à nommer l'homosexualité, et par la place qu'elle a dans son existence : la forme des réticences, celle de la reconnaissance, celle de l'indifférence. Ceci étant établi, chez cette dernière (la plus jeune) aussi, la tolérance affichée comporte des limites et des conditions quant à la visibilité des gays et des lesbiennes (pas encore à l'école mais dans le quartier ou les lieux de sortie), par rapport aux comportements de leurs ami·es gai·es ou à l'idée de se retrouver minoritaires, au sens numérique, dans des lieux de non-mixité.

31. Ce que fait Emmanuel Beaubatie dans son livre *Transfuges de sexe. Passer les frontières du genre*, Paris, La Découverte, 2021.

32. Ward (J.), *Not Gay: Sex Between Straight White Men*, New York, New York University Press, 2015.

D'ailleurs, il me semble, aujourd'hui plus que jamais, impossible d'adhérer à un récit linéaire renvoyant l'intolérance vers le passé, vers les pays lointains, du côté des pauvres et des racisé-es : la haine contre les LGBT, et tout particulièrement les trans, est en effet un élément important dans la progression de l'extrême droite, celle qui est au pouvoir en Russie, en Turquie et en Italie, mais aussi au sein des mouvances les plus extrémistes, étasuniennes par exemple. En France, si le Rassemblement National a pu faire sienne une certaine *gayfriendliness* (pour la mettre au service de l'islamophobie), le « lobby LGBT » est l'une des cibles d'Éric Zemmour. Réfléchir à la manière dont les questions sexuelles, articulées aux discours de classe, sont politisées me semble incontournable si l'on s'intéresse, de près ou de loin, à la manière dont la gauche se définit dans ce pays. Ou, pour le dire autrement, si l'on s'alarme du fait que l'extrême droite soit, en 2023, aux portes du pouvoir.

I. Clair : L'ensemble de mon enquête sur l'expérience de l'amour, du début des années 2000 à 2020, a été traversée par des débats publics sur le Pacs, le « mariage pour tous », #MeToo, les transidentités. Des changements dans les pratiques, liés à ces débats, sont visibles dans mon enquête – même si mon dispositif empirique, qui m'a fait changer de lieu au fil du temps, et partir des cités HLM de banlieue pour finir dans la bourgeoisie parisienne, n'est pas le plus efficace pour le mesurer. J'ai néanmoins pu mettre en lien les trajectoires et les comportements de « filles bonhommes » de mon premier terrain, avec des « garçons manqués » du deuxième et des « filles non binaires³³ » du troisième. J'ai également pu constater la façon dont, sur mon terrain le plus récent, dans la bourgeoisie parisienne, la *gayfriendliness* et la norme du consentement venaient buter contre le noyau normatif du genre (dans lequel la figure du « pédé » demeure une figure repoussoir) et le scénario sexuel dominant (selon lequel c'est toujours aux garçons qu'il revient de prendre l'initiative en matière de sexualité). La société française actuelle est certes marquée par un regain du féminisme et un accroissement général de la conscience de genre³⁴ mais d'une part, ces phénomènes n'ont pas des traductions toujours évidentes dans les relations sociales que nous étudions, qui ne sont que très partiellement marquées par ces phénomènes ou seulement dans le temps long ; et d'autre part, il existe aussi des forces opposées : le *backlash* (habituel après quelque victoire féministe que ce soit) et la montée des idées et des partis d'extrême droite – les deux étant en partie liés, comme le rappelle Sylvie. Je pense que ce rapport de force sera un objet crucial pour nos recherches dans les années à venir (tant qu'il nous sera possible de les mener) : il l'a toujours été, il n'est pas nouveau, mais il est encore

33. Je mets des guillemets à cette expression, apparemment contradictoire dans les termes, mais qui désigne une réalité vécue en ces termes.

34. Au sens que donne Eleni Varikas à cette notion, dans son article « Subjectivité et identité de genre. L'univers de l'éducation féminine dans la Grèce du XIX^e siècle », *Genèses*, 6, 1991, p. 29.

renouvelé et accentué par la politisation actuelle des questions de genre et de sexualité, dans les deux directions – progressiste et réactionnaire.

W. Rault : Ces transformations trouvent effectivement un écho. Comme je vous le disais, les enquêtes quantitatives sont souvent frustrantes par les indicateurs qu'elles proposent, qui semblent toujours un peu à la remorque de certaines transformations sociales et dépendantes de leur politisation. Pour autant, il y a évidemment une marge de manœuvre pour transformer les outils de la quantification, par exemple en élargissant les indicateurs d'identification de genre et de sexualité. Un travail important a été effectué dans le cadre d'enquêtes sur la sexualité qui sont en cours de réalisation, permettant ainsi de sortir de la catégorisation « hétérosexuel·le/homosexuel·le/bisexuel·le » qui avait cours sur les identifications dans le domaine de la sexualité, ainsi que de la binarité en termes de genre, avec la possibilité également de rendre compte de transitions de genre ainsi que d'expressions et d'identifications de genre. On peut espérer que ces manières de faire s'étendront au-delà des enquêtes sur la sexualité. Un autre enjeu important consiste à pouvoir rendre compte des pratiques, des attirances et des identifications de façon plus biographique permettant de reconstruire des trajectoires dans le domaine du genre et de la sexualité car les positions ne sont pas figées.

Ce qui se joue ici, c'est non seulement le fait de rendre visibles dans les matériaux quantitatifs des situations, des expériences et des trajectoires qui ne l'étaient pas, c'est aussi plus largement de faire état des transformations d'un espace des possibles sexuels et de genre, et des conditions matérielles d'existence qui s'y rattachent³⁵. Il ne s'agit pas seulement d'« indicateurs disponibles » mais plus largement d'épistémologie. Avoir à sa disposition des variables inédites dans les grandes enquêtes, c'est une condition nécessaire au renouvellement des recherches sur la sexualité et en particulier des minorités de genre et de sexualité. Ce n'est pas une condition suffisante dans la mesure où c'est ce qu'on en fait qui importe. Sur ce plan, les perspectives sont enthousiasmantes grâce à l'arrivée de nouvelles générations d'étudiant·es et de chercheur·ses qui conduisent des enquêtes ambitieuses et participent de façon essentielle au renouvellement des objets de recherche dans le domaine du genre et de la sexualité.

35. Voir Rault (W.), Trachman (M.), « Le façonnement des minorités et la diffusion des potentiels minoritaires », in Rault (W.), Trachman (M.), dir., *Minorités de genre et de sexualité. Objectivation, catégorisation, pratiques d'enquête*, Paris, Ined, 2023 ; Trachman (M.), « Les intimités déviantes du capitalisme. John D'Emilio et l'émergence des identités sexuelles modernes. Introduction à la traduction de "Capitalisme et identité gaie" », *Terrains & travaux*, 40 (1), 2022.

Marion MAUDET est maîtresse de conférences en sociologie à l'Université Lumière Lyon 2 et au Centre Max Weber.

Lucas MONTEIL est chercheur post-doctoral à l'Université libre de Bruxelles, au sein du projet Horizon Europe « AspirE » (LAMC)

Investigating sexuality and social class

Abstract – Studies of sexuality and social class have different theoretical, epistemological and methodological roots. In this interview, we retrace three innovative lines of research that have marked French sociological and political science thinking on class/sexuality relations over the past fifteen years. Isabelle Clair, Sylvie Tissot and Wilfried Rault explain the stages and conditions involved in making the articulation of these two social relations of power a problem, and, more broadly, the kitchens of scientific production, offering a highly reflexive look back at their careers, which have been marked by major cultural, social and academic transformations.

Keywords – Reflexivity, class, sexuality, intersectionality, epistemology, methods, pathways